

Contre le durcissement des Lois sur les étrangers (LEtr) et sur l'asile (LAsi):

Mobilisons-nous pour l'unité des salarié·e·s !

La nouvelle Loi sur les étrangers (LEtr) et la 6^e révision de la Loi sur l'asile (LAsi) ont pour but de précariser les conditions de vie et de travail des immigré·e·s: la LEtr condamne à la clandestinité toutes et tous les immigré·e·s extra-européen·ne·s, sauf ceux ayant de hautes qualifications professionnelles; la 6^e révision de la LAsi sonne l'arrêt de mort du droit d'asile en Suisse et multiplie les mesures répressives contre les requérant·e·s d'asile.

Une politique migratoire au service du patronat...

Le vote sur ces 2 textes de loi aura lieu le 24 septembre 2006. Une année après l'acceptation de l'extension de la dite «libre-circulation» des personnes aux 10 nouveaux pays de l'Union européenne. Ce n'est pas un hasard. Ces 3 objets forment un ensemble adapté aux intérêts du patronat suisse:

- L'extension aux 25 membres de l'Union de la «libre-circulation» sans renforcement des protections des salarié·e·s entraînera une pression générale sur les salaires par la mise en concurrence accrue des salarié·e·s.
- Le durcissement de la LEtr-LAsi limitera l'immigration extra-européenne, moins désirable pour le patronat suisse, tout en garantissant à certains secteurs de l'économie une main-d'œuvre sans-papiers exploitable à merci.
- Cette séparation des êtres humains en «2 classes» est justifiée par un discours officiel sur «l'impossible intégration» – donc le danger potentiel – des immigrés extra-européens. Cela renforce les sentiments xénophobes et les divisions entre salarié·e·s.

Cette politique migratoire des «2 cercles» - accompagnée de la répression des immigré·e·s illégalisé·e·s - se met en place à l'échelle européenne. Son but est clair: baisser le coût de la main-d'œuvre. La précarité et la surexploitation réservées aux salarié·e·s extra-européens sont une étape de l'offensive visant à démanteler les conditions de travail et de salaire de toutes et tous les salarié·e·s.

... qui doit être combattue à la racine

Il est vital de dire NON à ces 2 lois le 24 septembre. Mais il ne faut pas oublier que ce sont les textes de loi actuels qui privent de droits 300 000 sans-papiers en Suisse; qui condamnent à l'incertitude et à la surexploitation dans les usines, les chantiers ou les restaurants des dizaines de milliers de salarié·e·s aux permis précaires; qui coupent l'aide sociale aux requérants

Le 9 septembre 2006

Toutes et tous ensemble contre la LEtr-LAsi, pour l'unité des salarié·e·s et contre la précarité! Mobilisations à Fribourg, Genève...

Pour plus d'infos: ccsi.sos_racisme@bluewin.ch (Fribourg), elcolectivoGinebra@yahoo.com (Genève)

d'asile déboutés. La LEtr et la LAsi marquent un durcissement de la politique migratoire. Mais celle-ci a toujours eu pour fonction de trier, contrôler et discriminer les immigré·e·s.

Cette politique de tri des immigré·e·s en fonction des besoins des entreprises est acceptée par une large majorité de la dite «gauche» suisse. Pour Ruth Dreifuss, ex-conseillère fédérale socialiste, «Dire que notre politique migratoire doit être orientée en fonction des besoins de notre économie n'est pas choquant en soi.»

Contre la précarité: l'unité des salarié·e·s

Il est important au contraire d'inscrire la campagne contre la LEtr-LAsi dans une lutte contre l'ensemble de la politique patronale de précarisation et de division des salarié·e·s, menée au nom des «besoins de notre économie». Pour cela, il est nécessaire de jeter des ponts entre salarié·e·s suisses, immigré·e·s, et sans-papiers autour de revendications communes: rejet de la LEtr-LAsi; rejet de la précarité et du dumping salarial et social; droit à la libre-circulation; renforcement des droits sociaux pour toutes et tous; fixation de salaires minimaux dans toutes les branches de l'économie; régularisation collective des sans-papiers.

Cette manifestation d'aujourd'hui est une première étape de la campagne. Mais notre mobilisation doit continuer! Pour l'automne, il faut préparer des manifestations dans un maximum de cantons, en regroupant jeunes, travailleurs·euses suisses, immigré·e·s et sans-papiers contre la LEtr-LAsi et la politique patronale de démantèlement des droits de toutes et tous les salarié·e·s.

Le durcissement de la politique migratoire se fait à l'échelle européenne; il est donc important que notre mobilisation se fasse en lien avec les mouvements qui luttent, dans toute l'Europe, pour les droits des immigré·e·s et de toutes et tous les salarié·e·s, en montrant du doigt les causes de l'immigration forcée: la politique de pillage des ressources naturelles et humaines menée à l'échelle mondiale par les classes dominantes des puissances capitalistes.

La participation à la Journée européenne de lutte contre le durcissement de la politique migratoire et la précarité, le 7 octobre 2006, qui sera marquée par des mobilisations dans toute l'Europe, en sera l'occasion.

2 X NON le 24 septembre